

**Turquie - Relations bilatérales -
Union des démocrates turcs
d'Europe-Lorraine - Déclaration de
M. Jean-Marc Ayrault, ministre des
affaires étrangères et du
développement international
(Paris, 12 mars 2017)**

Une association a pris l'initiative d'organiser à Metz une réunion dans un espace fermé. Cette réunion relevait du régime de la liberté de réunion.

La France est un État de droit qui tient compte des circonstances. En l'occurrence, en l'absence de menace avérée à l'ordre public, il n'y avait pas de raison d'interdire cette réunion qui, au demeurant, ne présentait aucune possibilité d'ingérence dans la vie politique française.

Face à la tension existant actuellement entre la Turquie et plusieurs États membres de l'Union européenne, la France appelle à l'apaisement. Elle invite également les autorités turques à éviter les excès et les provocations. Elle rappelle son attachement aux principes démocratiques.

Dans ces circonstances, il est indispensable de faire preuve de responsabilité et d'éviter les polémiques inutiles./.